



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté N° 58-2023-10-27-00001

**prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande de permis de construire,
déposée par la société GIVRY AGRIÉNERGIES,
concernant le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque
située sur la commune de Vandenesse**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-16, R. 123-1 et suivants ;
- VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 422-1, L. 422-2 et R. 423-57 ;
- VU** la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-08-21-00013 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** la demande de permis de construire, les pièces du dossier et l'étude d'impact, présentées par la société GIVRY AGRIÉNERGIES et constituant le projet d'implantation d'un parc photovoltaïque situé sur le territoire de la commune de Vandenesse ;
- VU** les avis des services et des collectivités locales émis dans le cadre de l'instruction ;
- VU** la liste des commissaires enquêteurs établie pour le département de la Nièvre au titre de l'année 2023 ;
- VU** l'ordonnance n° E23000092/21 du 18 septembre 2023 par laquelle M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon a désigné M. Gérard GUILLAUMIN en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Yves GALLOIS en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-10-09-00001 du 9 octobre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande de permis de construire, déposée par la société GIVRY AGRIÉNERGIES, concernant le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque située sur la commune de Vandenesse ;
- VU** le courriel de M. Gérard GUILLAUMIN, commissaire enquêteur titulaire, en date du 19 octobre 2023, informant le Préfet de la Nièvre de son impossibilité de mener à bien sa fonction de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique susvisée ;

- VU** le courriel de M. Yves GALLOIS, commissaire enquêteur suppléant, en date du 20 octobre 2023, informant le Préfet de la Nièvre de son impossibilité de mener à bien sa fonction de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique susvisée ;
- VU** l'ordonnance rectificative n° E23000092/21 du 23 octobre 2023 par laquelle M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon a désigné Mme Bernadette COSTE en qualité de commissaire enquêtrice titulaire et M. Joël VENIANT en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- CONSIDÉRANT** l'impossibilité de M. Gérard GUILLAUMIN, commissaire enquêteur titulaire, et de M. Yves GALLOIS, commissaire enquêteur suppléant, d'assurer leurs fonctions pendant la durée de l'enquête publique prévue initialement par l'arrêté préfectoral n° 58-2023-10-09-0001 du 9 octobre 2023, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a eu lieu de soumettre cette demande de permis de construire à enquête publique ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Durée et objet de l'enquête publique

Il sera procédé du lundi 20 novembre 2023 à partir de 14h00 au jeudi 21 décembre 2023 jusqu'à 17h00, soit pendant une période de 32 jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande de permis de construire, déposée par la société GIVRY AGRIÉNERGIES (siège social : 1 route de Saint-Honoré-les-Bains – 58290 Vandenesse), concernant un parc photovoltaïque situé sur la commune de Vandenesse.

La demande est sollicitée pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance crête de 14,52 MWc comprenant 24 200 modules, 1 poste de livraison, 4 postes de transformation électrique et 1 local technique, au lieu-dit "Givry" sur le territoire de la commune de Vandenesse.

L'enquête publique concerne les communes d'Isenay, Limanton, Vandenesse et la communauté de communes Bazois Loire Morvan.

Article 2 : Commissaire enquêtrice et suppléant

Mme Bernadette COSTE, fonctionnaire en retraite, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice titulaire par l'ordonnance rectificative n° E23000092/21 du 23 octobre 2023 de M. Le Président du Tribunal Administratif de Dijon. M. Joël VENIANT est le suppléant de Mme Bernadette COSTE.

Article 3 : Consultation du dossier et observations du public

Le dossier d'enquête (comprenant notamment une étude d'impact et un résumé non technique du projet), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront déposés dans la mairie de Vandenesse pendant toute la durée de l'enquête publique, afin que le public puisse :

- en prendre connaissance sur place, aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Vandenesse (lundi : 13h30-17h00, mardi et vendredi : 8h30-12h00 et jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h00),

- formuler éventuellement ses observations sur le registre spécialement ouvert à cet effet ou les adresser par écrit à la commissaire enquêtrice, Mme Bernadette COSTE, à la mairie de Vandenesse, siège de l'enquête, où elles sont tenues à la disposition du public.

Les observations pourront également être adressées à la Préfecture de la Nièvre, par voie électronique, à l'adresse suivante : enquete-publique-vandenesse@nievre.gouv.fr avant la fin de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête et consultables sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre (www.nievre.gouv.fr – onglet "Publications" – rubrique "Enquêtes publiques État") dans les meilleurs délais.

En outre, le dossier pourra également être consulté dans les mairies d'Isenay, Limanton, au siège de la communauté de communes Bazois Loire Morvan, ainsi que sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre (www.nievre.gouv.fr – onglet "Publications" – rubrique "Enquêtes publiques État").

Le dossier sera mis à disposition du public, durant toute la durée de l'enquête publique, sur un poste informatique à la Préfecture de Nevers (Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE) sur rendez-vous, en téléphonant au 03.86.60.71.43 ou 03.86.60.71.46.

Article 4 : Permanences de la commissaire enquêtrice

Mme Bernadette COSTE (ou son suppléant) se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la mairie de Vandenesse les :

➤ lundi	20 novembre 2023	de 14h00 à 17h00
➤ vendredi	1 ^{er} décembre 2023	de 9h00 à 12h00
➤ jeudi	7 décembre 2023	de 14h00 à 17h00
➤ mardi	12 décembre 2023	de 9h00 à 12h00
➤ jeudi	21 décembre 2023	de 14h00 à 17h00

Lors des permanences en mairie, le public devra respecter les mesures sanitaires en vigueur.

Article 5 : Affichage et publication de l'avis au public

Un avis d'enquête publique, établi dans les conditions prévues par l'article L. 123-10 du code de l'environnement, sera affiché par les soins du maire de chaque commune citée à l'article 1^{er} et par le président de la collectivité citée au même article, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, soit au plus tard le dimanche 5 novembre 2023 et pendant toute la durée de celle-ci, à la porte des mairies ainsi que du siège de la communauté de communes et visible en dehors des heures d'ouverture des bureaux, ainsi qu'aux éventuels autres lieux habituels d'affichage.

Un certificat d'affichage sera établi par chaque maire et le président de la communauté de communes concernés pour constater l'accomplissement de cette formalité.

En outre, dans ces mêmes conditions de délai et de durée, il sera procédé, par les soins de la société GIVRY AGRIÉNERGIES, à l'affichage de ce même avis sur les lieux ou aux abords immédiats de l'opération. Les affiches doivent être visibles et lisibles de la ou des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

Cet avis sera également inséré, quinze jours au moins avant le début de l'enquête dans deux journaux diffusés dans le département, par les soins du Préfet de la Nièvre et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

L'avis d'enquête et le dossier de demande de permis de construire seront mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre : www.nievre.gouv.fr (onglet "Publications" - rubrique "Enquêtes publiques État") dans les mêmes conditions de délai que celles prévues ci-dessus.

Article 6 : Conduite de l'enquête publique

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-13 du code de l'environnement, la commissaire enquêtrice rencontrera le responsable du projet. Elle pourra également :

- recevoir toute information et, si elle estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au responsable du projet de communiquer ces documents au public,
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants,
- entendre toutes les personnes concernées par le projet qui en font la demande et convoquer toutes les personnes qu'il lui paraîtra utile de consulter,
- organiser toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du responsable du projet.

Article 7 : Communication et informations

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de la Nièvre, dès publication de cet arrêté.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être demandées est M. Olivier DE LA ROCHE AYMON – société GIVRY AGRIÉNERGIES – 1 route de Saint-Honoré-les-Bains – 58290 Vandenesse (Téléphone : 06.74.82.51.58 – Courriel : o.delarocheymon@orange.fr).

Article 8 : Fin de l'enquête publique

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos par la commissaire enquêtrice.

Dès clôture du registre et des documents annexés, la commissaire enquêtrice rencontrera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le demandeur disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

La commissaire enquêtrice établira, d'une part, un rapport dans lequel elle relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et précisera si elles sont favorables ou non au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice transmettra au Préfet de la Nièvre, le registre et le dossier d'enquête, accompagnés du rapport et des conclusions susvisés. Elle fera parvenir simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Dijon.

Dès leur réception, une copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice sera adressée au responsable du projet ainsi qu'aux maires des communes et au président de la collectivité concernées.

À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de la Nièvre - Pôle Environnement et Guichet unique ICPE, ainsi qu'à la mairie de Vandenesse.

Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

À l'issue de la procédure, le Préfet de la Nièvre délivrera, soit une autorisation de permis de construire, éventuellement assortie de prescriptions, soit un refus motivé, par arrêté préfectoral qui sera notifié au responsable du projet.

Article 9 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 58-2023-10-09-00001 du 9 octobre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande de permis de construire, déposée par la société GIVRY AGRIÉNERGIES, concernant le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque située sur la commune de Vandenesse, est abrogé.

Article 10 : Exécution et notification

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- la Sous-Préfète de Château-Chinon,
- les Maires de Vandenesse, Isenay et Limanton,
- le Président de la communauté de communes Bazois Loire Morvan,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté,
- le Directeur départemental des territoires de la Nièvre,
- le Représentant de la société GIVRY AGRIÉNERGIES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont copie sera adressée à Mme Bernadette COSTE, commissaire enquêtrice, ainsi qu'à M. Le Président du Tribunal Administratif, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **27 OCT. 2023**

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Ludovic Pierrat', is written over a faint circular stamp or watermark.

Ludovic PIERRAT

5 1 OCT 5039

10